

Financement du mur : Trump entame l'épreuve de force avec les traîtres



Il est seul. Les politiciens de tout poil ont rejoint leur lieu de vacances ou leur circonscription, mais Donald Trump a choisi de rester à Washington.

Il est seul, car le personnel et les cadres se sont aussi absentes pour Noël.

Il est seul et il vient de frapper fort : annonçant qu'il ne fera plus aucun paiement à qui que ce soit, attendant que le Sénat lui donne les moyens de bâtir le mur sur la frontière mexicaine qui fut sa première promesse de campagne. Car la coupe est pleine et, à deux ans de l'élection présidentielle, il lui faut l'imposer, le financer et le construire.

Il a mis en scène, en y conviant la télévision, le refus des démocrates d'accéder à sa demande des 5 milliards de dollars nécessaires à la réalisation de la barrière anti-immigration sauvage. Il a donc annoncé à Nancy Pelosi et Chuck Schumer sa détermination à suspendre les activités de l'administration si

un refus lui était opposé.

La chambre des représentants a fait voter une loi de finances incluant les 5 milliards de dollars, mais le Sénat a refusé de la mettre en discussion car les démocrates s'y refusaient et les républicains, comprenant encore beaucoup de centristes « humanistes », ne parviennent pas à trouver une majorité (que pourtant ils ont) pour donner à la proposition de la Chambre force de loi.

Ainsi Donald Trump a-t-il établi le « shutdown » partiel des activités gouvernementales et décidé qu'il demeurerait à la Maison Blanche jusqu'à obtention des fonds et mise en construction du mur. Cette posture ne l'empêche pas de chercher d'autres ressources que législatives pour ne plus dépendre du Congrès. D'autant que, si la majorité républicaine du Sénat va se renforcer en sièges et en convictions trumpistes, la Chambre deviendra démocrate et hostile au président dès janvier et au moins jusqu'en 2020.

Dans cette conjoncture, et dans l'optique du scrutin de 2020, le président a décidé d'aller plus loin dans l'application de son programme en commençant à retirer les troupes américaines de Syrie, et plus tard d'Afghanistan. Ces promesses de campagne, attendues par ses électeurs et mises en branle, ont fait exploser le monde militaro-industriel, le deep-state et les néo-conservateurs en injures et menaces. Comment, il renonce à « l'empire » pour sauver l'Amérique ?

Car nous en sommes là, et partout où les populations d'origine européenne vivent : États-Unis, Australie, Canada, France, Allemagne, Angleterre, Espagne, Portugal, Irlande, Hongrie, Autriche, Tchéquie, Pologne, Slovaquie, Grèce, Slovénie, Croatie, Serbie, Roumanie et Bulgarie et probablement Russie. Les temps qui viennent sont pleins de rumeurs et piaffements génocidaires du reste de l'humanité. Le projet est au point, l'instrument est là (ONU) et le fantôme qui tient notre Gulliver emprisonné par des nains sur la plage sur toutes les

bouches : « le droit international ».

Trump a décidé de rompre les chaînes et pour cela on le crible de sarcasmes et de menaces. Cet homme montre sa force de caractère face à la meute des traîtres et des ennemis des peuples de notre civilisation.

2019 sera l'année de vérité, si 2016 fut celle du réveil.

Georges Clément

Le 26 décembre 2018